

**Conseil économique et social**

Distr. générale
10 octobre 2000
Français
Original: anglais

Reprise de la session de fond de 2000

18 octobre 2000

Point 12 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales**Lettre datée du 9 octobre 2000, adressée au Président
du Conseil économique et social par le Représentant permanent
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Je tiens à appeler votre attention sur l'appel du Parti radical transnational.

Dans cet appel, le Parti radical transnational affirme que « la voix prépondérante » au Conseil économique et social appartient à « des États gouvernés par des régimes totalitaires et dictatoriaux qui, en violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme, répriment systématiquement les libertés civiles et politiques ».

La délégation de la Fédération de Russie considère qu'une telle déclaration constitue une attaque contre l'autorité du Conseil et une insulte délibérée à ses États membres. En lançant cet appel, l'organisation politique dite « Parti radical transnational » abuse manifestement de son statut consultatif auprès du Conseil en se livrant à des actes politiquement motivés contre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

À cet égard, nous confirmons notre adhésion à la recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales selon laquelle le Conseil devrait suspendre le statut consultatif du Parti radical transnational pour trois ans.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre à tous les membres du Conseil. L'appel susmentionné du Parti radical transnational figure en annexe.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Sergey **Lavrov**

Annexe à la lettre datée du 9 octobre 2000, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Parti radical transnational : cinq ans à l'Organisation des Nations Unies, 1995-2000

Expulsion du Parti radical transnational : appel au Président et aux membres du Conseil économique et social

Nous soussignés,

Considérant que le Conseil économique et social se réunira le 18 octobre 2000 pour décider de confirmer ou rejeter la demande de suspension pour trois ans du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies du Parti radical transnational, que cette demande, présentée par la Fédération de Russie, et appuyée par un vote majoritaire du Comité chargé des organisations non gouvernementales de l'Organisation des Nations Unies, est fondée sur des accusations fausses et diffamatoires concernant des activités d'appui au terrorisme, au trafic international de drogue et à la pédophilie, qu'aucune de ces accusations n'a été prouvée d'une manière quelconque et que les procédures appliquées par le Comité chargé des organisations non gouvernementales de l'Organisation des Nations Unies ne respectent pas les principes du droit à un procès équitable et du droit de la défense,

Dénonçant le fait que les accusations portées par la Fédération de Russie constituent une réaction à la campagne menée par le Parti radical transnational en faveur des droits de l'homme et des droits politiques en Tchétchénie, ainsi qu'à la dénonciation des atrocités qui ont été commises, le fait que le Parti radical transnational est accusé de ces mêmes crimes qu'il a combattus pendant des années dans les instances des Nations Unies et ailleurs, et qu'il risque d'être jugé et condamné par la voix prépondérante d'États gouvernés par des régimes totalitaires et dictatoriaux qui, en violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme, répriment systématiquement les libertés civiles et politiques, et le fait que la confirmation par le Conseil économique et social de la suspension du statut consultatif du Parti radical transnational constituerait un précédent grave et extrêmement dangereux, menaçant la liberté d'opinion et la liberté d'expression à l'Organisation des Nations Unies pour toutes les organisations non gouvernementales,

Exprimant ses remerciements au groupe de pays comprenant l'Allemagne, le Chili, les États-Unis, la France et la Roumanie, qui, au cours du débat sur l'affaire du Parti radical transnational au Comité chargé des organisations non gouvernementales, a défendu le droit à la libre expression des opinions et s'est opposé à une sentence rendue pour « délit d'opinion »,

Exprimant également notre solidarité avec le Parti radical transnational, ses dirigeants et ses membres, y compris les centaines de personnalités du monde entier qui au cours des dernières semaines ont décidé, par un appel public, de s'associer au Parti, d'appuyer sa cause et de défendre sa liberté face à la menace d'une expulsion de l'Organisation des Nations Unies,

Demande au Président et aux membres du Conseil économique et social de rejeter les accusations non fondées et diffamatoires lancées par la Fédération de Russie et de prendre toutes les mesures politiques et diplomatiques possibles pour prévenir une suspension qui constituerait non seulement une sentence injuste pour le Parti radical transnational, mais aussi une violation intolérable du principe de la liberté d'expression et, partant, une grave attaque de la crédibilité et du prestige de l'Organisation des Nations Unies.
